

Analyse de la presse spéciale Assemblée Générale

Laurence Parisot a réuni hier au Palais Omnisports de Paris Bercy l'Assemblée générale du MEDEF. Devant près de 7 000 participants, la **présidente du Mouvement des Entreprises de France** a appelé les entrepreneurs à entrer dans *"la mêlée"* électorale et à aller expliquer l'économie aux Français. Fustigeant les *"déclinologues"* et les *"démagogues"*, Laurence Parisot a appelé les candidats à l'élection présidentielle à *"donner de l'air aux entreprises"*. A l'issue de la manifestation, chaque participant a reçu un exemplaire du Livre blanc du MEDEF *"Besoin d'air"* dans lequel l'organisation entrepreneuriale décline 100 propositions pour assurer la prospérité à notre pays. Laurence Parisot a dédicacé plus de 500 ouvrages.

"RIEN N'EST FOUTU"

"Aujourd'hui, au début de la campagne présidentielle, alors qu'un grand débat national est engagé, je le dis très clairement, et pardon pour la familiarité : rien n'est foutu". Présentant le "Livre blanc" du MEDEF, qui dresse un diagnostic de la France et propose un projet global de société, sa présidente a demandé que l'on donne *"de l'air"* aux entreprises françaises. *"Il suffit de changer quelques paramètres : un peu plus de liberté, un peu plus d'air et tout ira mieux tout de suite en France"*, a lancé Laurence Parisot. Envolée des prélèvements obligatoires, explosion de la dette, faible durée du travail comparée aux autres pays... *"Il est grand temps d'agir mais il est encore temps"*, a déclaré la présidente du MEDEF après avoir transformé Bercy en un gigantesque cours magistral de macroéconomie. Arpentant le podium devant un écran géant où défilaient des graphiques, la présidente du MEDEF a expliqué, sans notes, les raisons de nos difficultés économiques. Avec notamment un long développement sur l'indice "LPE" (loi, protection, emploi) qui mesure la rigidité ou la souplesse du marché du travail. D'où il ressort que la France est handicapée par ses rigidités. Or *"il ne doit pas y avoir d'autres priorités économiques et sociales que la réduction rapide et significative du chômage en France"*, clé, selon elle, de la résolution de *"toutes les autres difficultés"*, qu'il s'agisse de la pauvreté, du pouvoir d'achat, de la dette, des retraites ou de l'insécurité. *"Très étonnée de constater que le chômage n'est pas au cœur de la campagne électorale, alors que c'est le mal que la France souffre le plus depuis 25 ans"*, elle a jugé possible de revenir en 5-6 ans sous la barre des 5 % de chômage pour peu que le pays puisse *"respirer"*. La France, qui prélève trop (44 % du PIB contre 30 % dans les années 1970), légifère à tour de bras (70 lois, 50 ordonnances et 1 500 décrets en moyenne par an) et ne travaille pas assez (1 450 heures par salarié et par an contre 1 850 aux Etats-Unis) doit se réformer, a-t-elle réaffirmé.

Face à cette situation, *"il faudrait que les candidats nous disent quelle stratégie ils proposent pour avoir plus de croissance"* et permettre aux entreprises d'*"enfin embaucher et augmenter les salaires"*, a-t-elle demandé. *"Si nous pouvons vraiment donner à la France un coup de booster, il y a des réformes constitutionnelles à effectuer, par exemple sur la charte du contribuable, sur la fiscalité, sur l'autonomie des partenaires sociaux ou sur l'équilibre des finances publiques"*, considère Laurence Parisot. Réaffirmant qu'elle ne prendra position pour aucun candidat, elle prévient : *"nous nous engageons dans le débat"*. Souhaitant *"faire bouger les lignes"*, elle a exhorté les entrepreneurs : *"Chers amis chefs d'entreprise, sortons de nos bureaux et de nos ateliers, entrons dans la mêlée. Je vous le demande, allez à la rencontre des Français, racontez vous succès, proposer-leur nos idées et nos méthodes pour retrouver une vitalité durable"*. Car *"nous avons foi en chacun de nous, nous avons foi en l'entreprise, nous avons foi en la France"*. Auparavant, Laurence Parisot n'a pas hésité : *"moi aussi, je vais citer Jaurès"*. Et de rapporter, sous les applaudissements, les propos de l'icône du socialisme français : *"Le courage pour l'entrepreneur, c'est l'esprit de l'entreprise et le refus de recourir à l'Etat... Sans doute, il y a des patrons qui s'amusent, mais ce qu'ils veulent avant tout, quand ils sont vraiment des patrons, c'est gagner la bataille"*.

D'ores et déjà, la présidente du MEDEF, Laurence Parisot, a appelé jeudi les ministres européens du Commerce à laisser les mains libres au commissaire européen au Commerce Peter Mandelson pour *"favoriser la signature d'un accord"*, à quelques jours d'une réunion informelle de l'OMC à Davos. *"Nous, les chefs d'entreprises français, leur demandons solennellement de donner au Commissaire Peter Mandelson les arguments et les atouts qui lui permettront de favoriser la signature d'un accord pour le développement du commerce mondial dans le cadre du cycle"* de négociations dit de Doha, censé s'achever cette année, a déclaré la présidente du MEDEF.

Citant la Banque mondiale, elle a affirmé que la libéralisation des échanges de marchandises *"générerait 287 milliards de dollars, dont un tiers profiterait aux pays en voie de développement"*.

"BESOIN D'AIR"

Pour expliquer l'économie aux Français, les entrepreneurs disposent désormais de "leur" ouvrage. "Besoin d'air", le Livre blanc du MEDEF, a en effet été réalisé grâce à la contribution de 50 000 chefs d'entreprise qui ont répondu au questionnaire du MEDEF les invitant à imaginer une France libre, prospère et durable. Préfacé par Laurence Parisot, "Besoin d'air" propose, au fil de ses 150 pages, *"à tous ceux qui souhaitent faire gagner la France quels que soient leur âge, leur profession, leur couleur politique"*, un projet de société global et cohérent, reposant sur trois piliers : "prospérité", "liberté", "durabilité", étayés par une centaine de propositions. Tous les thèmes de la société française y sont abordés : la croissance et la place de l'entreprise, le chômage, le Smic, les 35 heures, le contrat de travail, mais aussi l'enseignement, la protection sociale, la réforme de l'Etat et le développement durable.

Parmi les suggestions figurent notamment,

- la suppression de la durée légale du travail, qui serait définie par les partenaires sociaux dans chaque branche ou chaque entreprise,
- la mise en place d'une "séparabilité à l'amiable" entre employeurs et salariés,
- la création d'un nouveau contrat à mi-chemin entre le contrat à durée indéterminée (CDI) et le CDD, baptisé "CDI de mission à rupture précausée" avec rupture automatique en fin de mission,
- l'adoption d'une charte des contribuables, inscrite dans la Constitution, posant les principes du droit à une fiscalité non confiscatoire, non rétroactive et non cumulative,
- l'inscription dans la Constitution du principe d'équilibre des finances publiques, obligeant tout gouvernement à faire voter un plan d'économies si les dépenses dépassaient significativement les recettes,
- la création d'un "bouclier fiscal entreprises" limitant le poids total de l'impôt pesant sur l'entreprise à un pourcentage de la valeur ajoutée et réduction du taux de l'impôt sur les sociétés,
- la possibilité accordée au patronat et aux syndicats de pouvoir définir la norme en prévoyant dans la Constitution que "le résultat des négociations devrait être ou totalement rejeté ou totalement transposé" dans la loi,
- le financement d'une partie de la protection sociale par la solidarité nationale en faisant glisser vers le budget de l'Etat une partie des charges payées par les entreprises et redéfinir ce qui relève d'une logique d'assurance (retraites, chômage) ou de solidarité nationale (famille, maladie),
- l'instauration d'un régime de retraite par points, géré par les partenaires sociaux, où la référence ne serait plus la durée de cotisation mais le nombre de points acquis au long de la vie professionnelle,
- la clarification des compétences territoriales en renforçant les attributions de la région et de l'intercommunalité et en supprimant l'échelon du département.

Comme l'a expliqué Laurence Parisot à **RADIO CLASSIQUE**, le Livre blanc, "*c'est pour tordre le cou à quelques idées reçues, mais par sur le patronat*". Et de citer l'idée reçue sur la façon de combattre la pauvreté et faire en sorte que le pouvoir d'achat progresse pour tous. "*Il faut bien expliquer à tous les Français que la richesse, ce n'est pas un gâteau qui est déjà là sur la table et dont il faudrait répartir le mieux possible les différentes parts. La richesse est toujours en mouvement, ce n'est jamais statique*", indique la présidente du MEDEF. Et de poser "*la vraie question : comment fait-on pour créer plus de richesses ?*" Au micro de **BMF**, elle a rappelé les principes qui sous-tendent ces propositions. "*C'est au nom de notre confiance en l'homme, en sa maturité, en son intelligence de l'intérêt général, que nous demandons que soit défini constitutionnellement un espace d'autonomie et de responsabilité des partenaires sociaux. C'est au nom de notre confiance en l'homme que nous sommes sûrs de pouvoir développer une relation contractuelle et non – conflictuelle –, patronat, syndicats de salariés*", a réaffirmé Laurence Parisot. De même, le MEDEF préconise la suppression de la durée légale du travail, "*c'est-à-dire que la loi ne définisse plus une bonne fois pour toutes et pour tous quelle est la durée légale du travail*", a précisé sa présidente sur **FRANCE INTER**. Ce faisant, "*il ne s'agit pas de dire allez, tout d'un coup on passe de 35 à je ne sais combien. Il y aura des branches qui diront : 'nous on reste comme on est, parce que c'est un mode de fonctionnement qui nous permet d'être performants économiquement'. D'autres branches diront : 'on peut peut-être négocier 35, 36 ou 37'. C'est cette réflexion spécifique, au cas par cas, en échange avec les organisations syndicales, que nous devons lancer*".

"NOUS NOUS ENGAGEONS DANS LA CAMPAGNE"

Invitée jeudi soir de **RTL SOIR**, Laurence Parisot a confirmé, "*oui, nous nous engageons dans la campagne électorale, mais pour débattre*". "*Il ne s'agit pas pour nous de soutenir un candidat ou une candidate, il s'agit de nous donner l'occasion de dire aux Français notre vision, notre diagnostic, de témoigner aussi de nos expériences, parce que nous, en tant que chefs d'entreprise, nous avons dû, nous aussi, relever des défis, faire face à différentes situations compliquées, à redresser des situations*", a précisé la présidente du MEDEF. Elle en est convaincue, "*ce serait bien que tout le monde puisse un peu plus nous entendre, ça apporterait beaucoup au débat*".

"Besoin d'air", pourquoi ce titre ? "*Ce ne sont pas seulement les chefs d'entreprise ou les entreprises qui s'asphyxient, je crois que c'est la France tout entière*", a expliqué Laurence Parisot. "*Quand la France dit non au référendum sur le traité institutionnel européen, elle se replie sur elle-même, et elle est en danger d'asphyxie. Quand elle s'accroche désespérément à un modèle social qui est à bout de souffle, elle s'asphyxie*", a-t-elle ajouté. Donc "Besoin d'air", "*c'est à la fois un diagnostic, mais aussi la solution*", a indiqué la présidente du MEDEF pour qui "*il suffirait de peu de choses, de bouger quelques paramètres pour desserrer l'étau, donner beaucoup plus d'espace à la société civile, et aux partenaires sociaux*". A partir de ce moment-là, "*on peut retrouver un élan, une stratégie de croissance, on peut se donner des objectifs de prospérité alors que tout le monde a le sentiment en ce moment que nous sommes en train de nous appauvrir*". Pour autant, le Livre blanc ne délivre pas un programme. "*Ce n'est pas une série de mesures (...). C'est plutôt une vision*", celle des chefs d'entreprise "*dans leur unité*". Dans cette configuration nouvelle pensée dans sa globalité, la présidente du MEDEF propose notamment la mise en place d'une "*séparabilité à l'amiable*" entre employeur et salarié. Aujourd'hui, déplore-t-elle, "*si on veut se séparer, il faut que l'un soit accusé d'une faute ou l'autre. Pourquoi ne pas concevoir, en plus de ce qui existe aujourd'hui, une modalité de plus, cette 'séparabilité' c'est-à-dire une espèce de divorce par consentement mutuel qui permettrait, avec des conditions honorables pour les deux*

parties, de se séparer sans drame". Ce qui " n'empêcherait nullement le salarié d'avoir par exemple la possibilité de recourir aux allocations chômage".

Interrogée par ailleurs sur "les patrons voyous", Laurence Parisot ne l'a pas caché : "ça me reste en travers de la gorge. Il n'y a pas une autre catégorie professionnelle en France qu'on traite de cette façon-là". Et de faire une mise au point : quand un chef d'entreprise "commet quelque chose qui est répréhensible, c'est un délinquant ou un escroc, mais ça, c'est une chose, ce n'est plus un chef d'entreprise". Mais, a-t-elle mis en garde, "si vous commencez à faire des généralisations et à consacrer ainsi des expressions, vous montez une catégorie de la population – qui est pourtant très, très utile et très créatrice de richesses – contre l'autre partie".

"CHAQUE ANNÉE LES ENTREPRISES VERSENT 280 MILLIARDS D'EUROS..."

Invitée le soir même de cette Assemblée générale sur le plateau de **FRANCE 2**, Laurence Parisot a présenté le Livre blanc du MEDEF qui résume la pensée des chefs d'entreprise qui sont "au cœur de la société". Malheureusement, "ils sont souvent mal compris", a déploré Laurence Parisot. Cela étant, "ils sont moins mal aimés qu'on ne le dit (...). Les patrons de PME sont, en réalité, très appréciés par leurs salariés", a relevé la présidente du MEDEF. Mais "il y a des modes de raisonnement, des raisonnements dynamiques qui ne sont pas toujours très bien compris des Français". Le Livre blanc du MEDEF permettra ainsi "de favoriser l'échange entre les Français et les chefs d'entreprise".

Interrogée sur les aides publiques aux entreprises – 65 milliards, selon un audit public –, Laurence Parisot a indiqué son intention de "débatte" de ce sujet. Car "il y a un certain type d'aides qui ne sont pas efficaces". Cela étant, la somme citée résulte d'"une addition qui n'a pas de sens. Il y a, par exemple, toutes les subventions de l'Etat à la SNCF. Donc, ce sont des choses qui ne nous concernent pas", a précisé la présidente du MEDEF. En revanche, a-t-elle rappelé, "chaque année, les entreprises françaises versent 280 milliards en prélèvements obligatoires de toutes sortes". Un chiffre à comparer avec ceux de nos voisins. Ainsi, « les entreprises allemandes versent 220 milliards, alors que l'Allemagne est un pays une fois et demi plus grand que le nôtre. Pourtant, ces entreprises allemandes versent moins que les entreprises françaises". Résultat, "Nous ne pouvons pas créer autant d'emplois qu'on voudrait. Nous ne pouvons pas augmenter les salaires autant qu'on le voudrait. Nous ne pouvons pas prendre tous les risques qu'il faudrait pour faire face aux défis de la mondialisation". Et à l'argument selon lequel les entreprises engrangent des profits, Laurence Parisot a rétorqué : "oui, les profits des très grandes entreprises c'est tout à fait vrai parce que ces entreprises se développent hors de France. Mais les entreprises qui sont l'essentiel de notre tissu économique elles, n'ont jamais eu autant de difficultés en matière de trésorerie et à faire des marges raisonnables".

CE QU'ILS EN PENSENT : PAROLES D'ENTREPRENEURS

Près de 7 000 entrepreneurs à Bercy... **L'ENSEMBLE DE LA PRESSE ECRITE ET AUDIOVISUELLE** relaie les réactions et les propositions de ces chefs d'entreprise, petits et grands, qui entendent aujourd'hui participer au débat pour proposer une France plus ouverte, plus forte, mieux à même de répondre aux défis que nous impose la nouvelle donne mondiale.

Un impôt non confiscatoire, la réaffirmation de la liberté d'entreprendre, la suppression de toute référence à une durée légale du travail... pour **Charles Beigbeder**, PDG de Poweo et **président de la commission Recherche, Innovation et Nouvelles technologies**, interrogé par **I TELEVISION**, "il faut de la liberté à ce niveau-là. Cela permettra aux entreprises d'embaucher, de se développer et de croître". En matière de fiscalité, explique **Marie-Christine Coisne-Roquette** au micro de **BFM**, "il faut faire bouger les lignes car il y a un niveau qui devient confiscatoire. Il faut donc que la Constitution protège les contribuables – personnes physiques – mais aussi les contribuables – entrepreneurs".

En fait, résume pour **EUROPE 1** Anne Lechaczynski, qui dirige avec 45 salariés la Verrerie de Biot dans le Sud de la France, "le problème, c'est que la France est menacée, ce n'est pas simplement l'entreprise". Et d'expliquer : "les 35 heures, c'est peut-être quelque chose de bien mais c'est en tout cas très mauvais pour la mentalité des gens. Alors que les saisonniers sont là pour deux mois, la première question qu'ils posent c'est : 'comment fait-on pour les RTT ?'". Concessionnaire automobile, Lucien Dumomt n'y va pas par quatre chemins : "la durée légale du travail, affirme-t-il sur **LCP-AN**, je pense que c'est une entrave". Pour autant, "Je ne dis pas qu'il faut la revoir, mais il faut donner de la souplesse à l'entreprise, parce que c'est un véritable frein à l'emploi aujourd'hui". Il en est convaincu, "le salarié sera gagnant !" Loin de "créer une précarité, cela va au contraire donner de la liberté et des possibilités !" En fait, considère Jean-Paul Young, sur **FRANCE INFO**, "il faudrait que chaque entreprise puisse faire les heures qu'elle souhaite faire. Les 35 heures on ne veut pas les remettre forcément en cause, mais on voudrait qu'il soit possible de faire 37 heures, 39 heures, voire 40 heures, en payant des heures sups, mais sans forcément avec toutes les pénalités qui se rajoutent. Les heures sups devraient être défiscalisées, voilà". PDG d'une PME, Francis Picha, partage cet avis sur **LCP-AN**. "Une proposition pour que les salariés puissent faire des heures supplémentaires et donc gagner plus d'argent passe par une exonération des charges sociales pour les entreprises. Actuellement on a le coût du travail global le plus élevé du monde. Donc l'exonération est une solution simple".

Dans ce contexte, tous approuvent le message lancé par Laurence Parisot. "Des messages forts", souligne un chef d'entreprise sur **FRANCE 2** qui espère "que les candidats en tireront des conséquences" dans leur programme. "Etre connus et reconnus", Laurence Parisot les y invite et "elle a raison. Il est grand temps d'en finir avec l'image du patron voyou. A nous de faire passer le message", soutient aux **ECHOS** un jeune patron lillois. Comme lui, constate le journaliste des **ECHOS**, la plupart des dirigeants présents assurent "se retrouver"

dans le discours de Laurence Parisot lorsque celle-ci exige du "respect" et "de l'estime" pour des patrons désireux de regagner de "la dignité". "Ras le bol des poncifs, de l'image du PDG tyran qui fume des gros cigares entre deux golfs ; c'est ridicule et cela nous fait très mal. Aujourd'hui, devenir patron frise l'inconscience", s'insurge Jocelyne Cornec, fondatrice à Lyon de Phenice Management (4 salariés). "MEDEF, l'entreprise c'est la vie" : le journaliste des **ECHOS** a repéré un groupe de patrons marseillais prêts à "sortir de l'ombre". "C'est le moment. Les chefs d'entreprise ont conscience que le pays aborde un virage qu'il ne faut surtout pas rater", souligne Francis Picha, PDG de Trato (matériel d'éclairage, 180 salariés), pour qui "c'est aussi l'inquiétude qui nous pousse désormais à agir". Pour le PDG d'une grosse PME de transports, "il est urgent de remettre du bon sens dans ce pays". Et, ajoute **Gilles Sergent, président du MEDEF Calvados**, "il est grand temps de rappeler que c'est quand même l'entreprise qui crée des richesses". Bref, "il faut à nouveau faire aimer l'entreprise. C'est à nous de faire le premier pas et c'est en cours, notamment grâce à une toute nouvelle génération de dirigeants", indique Eric Dadian, PDG d'Intracall Center (1 000 salariés). Les entreprises, confirme Marc Veyron, DRH de Champion France, "ont le devoir de se faire entendre". En attendant, se félicite **Thierry Lepers, délégué général du MEDEF Lille-Métropole**, "nos dirigeants ont très apprécié d'être consultés pour le Livre blanc. Cela leur a redonné l'envie de s'exprimer".

"C'est exactement ce que j'attendais. J'ai pris ici un véritable bol d'air, parce que toute l'année on a le nez dans le guidon", Marie-Thérèse Clément qui dirige avec son mari une société de distribution de matériel agricole à Sarralbe en Lorraine ne regrette pas d'avoir fait le déplacement. "Elle est proche de nous. Avec plus de simplicité et moins d'arrogance. Elle est le MEDEF des PME", se réjouit Christian Caradec, patron de la société CSE Lihtgitter de Betting près de Freyming-Merlebach. "Ah pour ça, elle nous change l'image du MEDEF !" "Le MEDEF remplit là vraiment son rôle", ajoute Paul Arker, PDG de Microbilles de verre à Florange, satisfait de voir l'organisation entrepreneuriale vouloir peser sur la campagne électorale "pour se faire entendre". **Patrice Lombard, président du MEDEF Lorraine**, approuve la méthode. "Ca change des discours patronaux habituels. Laurence Parisot dit des choses pleines de bon sens".

Interrogés par **L'HUMANITE**, trois entrepreneurs du Nord de la Franche-Comté, à la tête de PME de mécanique et de plasturgie, s'expriment sur les difficultés d'entreprendre dans notre pays. Ce qu'ils attendent de Laurence Parisot ? "Qu'elle dise clairement au gouvernement ce qu'est la difficulté d'entreprendre dans notre pays". "Vous imaginez ce que ponctionnent l'Etat et la Sécurité sociale ! Comment voulez-vous qu'on avance avec ça, s'ils veulent tuer la petite entreprise, ils n'ont qu'à continuer comme ça !", lance René, à la tête depuis 20 ans d'une PME de mécanique de précision. "Pour être performants, il faut qu'on investisse dans de nouvelles machines, il faut qu'on emploie des techniciens de très haut niveau formés aux nouvelles technologies de la machine-outil", précise-t-il. Son voisin prend le relais. "Dans la plasturgie, c'est la même chose car on utilise des alliages sophistiqués pour des produits de plus en plus légers et résistants. Les presses que l'on utilise coûtent très cher".

"UN SHOW À L'AMÉRICAIN"

"Un show à l'américain". Les 180 journalistes de la presse écrite et audiovisuelle présents au POPB ne cachent pas leur surprise. "Avec l'Assemblée générale du MEDEF qui a réuni plus de 6 000 chefs d'entreprise au Palais Omnisports de Paris Bercy, Laurence Parisot a mis en scène un meeting dont rêveraient bien des candidats à l'élection présidentielle", croit savoir François Wenz-Dumas dans **LIBERATION** pour qui le lancement du Livre blanc "dont elle a coordonné la réalisation et rédigé elle-même les 30 pages de la longue préface, n'a rien à envier à celui d'un programme électoral". Tous les thèmes de la société y sont abordés. Dans **LA CROIX**, Nathalie Birchem note elle aussi que "ce pourrait être le meeting de lancement de campagne d'un candidat à la présidentielle". Elle rapporte : dans l'arène du Palais Omnisports de Bercy, une dizaine d'écrans géants égrènent un compte à rebours, qui lance un clip où les mots 'innover', 'oser', 'partager' s'affichent sur des images de France au travail. L'animation s'achève sur le son d'un cœur qui bat" avant la "salve d'applaudissements". Bref, une mise en scène "spectaculaire". Pour **LE FIGARO**, François-Xavier Bourmaud retient "les longs rubans de tissu blanc pendus au plafond du Palais Omnisports de Paris Bercy" qui "ondulent doucement". Vraisemblablement, décrypte-t-il, "pour figurer ces lignes que le MEDEF veut faire bouger et donc l'organisation patronale a fait le leitmotiv de son Assemblée générale". Mais "le clou du meeting restait à venir : la transformation de Bercy en un gigantesque cours magistral de macroéconomie délivré par Laurence Parisot en personne". Un exercice qui, a relevé le journaliste du **FIGARO**, "a séduit une assistance prompte à réagir". Bref, une forme qui, analyse Guillaume Delacroix dans **LES ECHOS**, confirme "le changement de ton adopté par la présidente depuis son élection il y a 18 mois". Les patrons, assure le journaliste, "ont rompu avec un passé qui les voyait donner des coups de menton pour ensuite faire l'autruche pendant les campagnes électorales. Ils sont aujourd'hui décomplexés". Mais le MEDEF, comme le lui a confié un responsable régional, "a toujours eu le génie" de trouver des personnalités adaptées à la situation pour le représenter : Ernest-Antoine Seillière était venu "tuer les 35 heures et reconquérir un droit à la parole. Laurence Parisot a été choisie pour parler à tous les Français". A l'évidence, donc, "une page est tournée", poursuit Guillaume Delacroix, "les milieux économiques abordent la campagne présidentielle de 2007 avec, sinon l'envie d'en découdre, du moins la volonté de peser sur les débats. Sans arrogance, mais avec fermeté, optimisme et pédagogie". Et "un discours aux accents très libéraux", considère Jean-Christophe Chanut dans **LA TRIBUNE** "sur fond de jingles musicaux empruntés à Gainsbourg ou Moby". Mais un discours "offensif" de Laurence Parisot qui "symbolise l'entrée du mouvement patronal dans la campagne électorale". Bref, "le MEDEF ne manque pas d'air" titre **L'HUMANITE**. "Des diapos de friches industrielles réhabilitées, des ouvriers sur des films noir et blanc, des citations, pélemêle, de grands auteurs et des patrons telle que Jules Verne et Antoine Riboud, Albert Einstein et Francis Bouygues, Virgile et Edouard Michelin, et l'immanquable – désormais – prise en otage de Jean Jaurès. Rien n'a été oublié... la prétention totalisante, voire plus, de l'organisation patronale ne laisse pas d'étonner".

"MESSAGE REÇU CINQ SUR CINQ"

"Succès garanti, on se bousculait pour obtenir une dédicace" de Laurence Parisot, a noté David Boeri sur **FRANCE 2**. "Le message a été reçu cinq sur cinq, considère-t-il en saluant l'"entrée en fanfare" du MEDEF dans la campagne présidentielle. Avec Laurence Parisot, "seule sur scène, devant un écran géant, un show à l'américaine pour dresser un tableau de l'économie française". "Une démonstration de force", estime de son côté **BFM**. Nicolas Lagrange a suivi la présentation du Livre blanc "Besoin d'air" dans lequel l'organisation patronale "identifie les grands enjeux et expose ses remède". Certains thèmes rappellent "les débuts de l'ère Seillière" mais le livre "porte très fortement l'empreinte de Laurence Parisot avec la touche sociétale de Laurence Parisot : les minorités visibles, la position des femmes, l'école, les relations enseignants-entreprises, ou encore les énergies renouvelables". Ce faisant, "elle veut montrer que les entrepreneurs sont en phase avec la société". Et ce, "dans une ambiance de spectacle avec orchestre, son et lumière, vidéo, des patrons, dont beaucoup de jeunes d'ailleurs, des nouveaux adhérents, mais aussi des repreneurs d'entreprises qui veulent eux aussi être jugés, non pas comme des esclavagistes, mais comme des hommes et des femmes qui sont là pour créer des emplois, aider la France à prospérer", note Catherine Marguerite sur **EUROPE 1**. Une "tactique inédite", souligne Benjamin Dard sur **CANAL+**. Alors que le MEDEF "nous avait habitués à un certain catalogue de mesures catégorielles, à destination des candidats, avec une certaine arrogance, le MEDEF innove en sortant un livre 'Besoin d'air' qui s'adresse non pas aux candidats mais à la France entière", s'étonne le journaliste. Et les entrepreneurs étaient tous là, "venus de toutes la France, dans une ambiance showbiz, orchestre, vidéos, jeux de lumière, pour témoigner de leurs réussites, de leurs difficultés et de leurs projets", constate Eric Vagnier sur **RTL**.

"MADONE DES PATRONS"

"D'air, de liberté, voilà ce dont la France a surtout besoin. Le patronat ne demande pas la lune et certainement pas de nouvelles dépenses publiques", écrit Pierre Fréhel dans **LE REPUBLICAIN LORRAIN**. "Est-ce l'effet de la féminisation de la vie publique ? Nouvelle 'patronne' des patrons, Laurence Parisot incarne en tout cas une représentation inédite des entreprises de France", relève la **CHARENTE LIBRE**. Et "le message distillé par la patronne des patrons rappelle aux candidats qu'ils auraient grand tort d'ignorer les aspirations d'entrepreneurs souvent différents des caricatures véhiculées par les super profits de quelques-uns". Car "en décidant d'entrer en campagne virtuelle, le MEDEF ne renonce pas à des revendications proches du programme économique d'une droite libérale". Mais "l'habileté de Laurence Parisot est de garder la porte ouverte à toutes les propositions, y compris celles qui ne sont pas dans la tradition idéologique patronale". **LE JOURNAL** de Saône-et-Loire en veut pour preuve "l'exploit" de Laurence Parisot qui "a réussi à faire exploser l'applaudimètre en citant Jaurès". Ce faisant, la présidente du MEDEF "dynamise l'image du patronat". D'ailleurs, la petite trentaine de patrons de Saône-et-Loire qui a fait le déplacement à Bercy est repartie "gonflée à bloc", poursuit le quotidien. Pascal Davanture confirme : "Laurence Parisot nous donne du courage et l'envie de transmettre la synthèse de ses réflexions et la parole de l'entreprise". Ainsi, "l'objectif est atteint", conclut le quotidien. Au total, "un an et demi après son élection, on peut se demander si Laurence Parisot n'est pas davantage dans l'ère du temps que le riche et beau baron" Seillière, s'interroge **LE DAUPHINE LIBRE**. "Car en décidant d'organiser un vaste raout de chefs d'entreprise en pleine campagne présidentielle afin de montrer leur volonté de s'y impliquer, elle aura montré sa combativité et sa capacité à les entraîner". Mieux encore, poursuit le quotidien, "la voilà qui bouscule les vieilles habitudes du patronat en publiant un livre-programme rédigé à partir de contributions de près de 50 000 dirigeants consultés par questionnaires. Un vrai travail de démocratie participative bouclé avant celui de la candidate socialiste à l'Elysée".